Te Jerus des décidents de la commanda del commanda de la commanda de la commanda del commanda de la commanda del commanda de la commanda de la commanda de la commanda del commanda de la commanda del commanda del

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417



Immeuble de l'Africaine des Assurances Face à la Direction de l'Emigration Immigration

> 01 BP 8668 RB Cotonou ■ contact@agi-agi.com

> > +229 21 31 87 33

→ +229 21 31 60 65

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... (Page 07)

Performance Sociale et Environnementale
L'ANSSFD et l'APSFD

présentent le projetcadre aux IMF

La deuxième session d'échange entre l'Association professionnelle des systèmes financiers décentralisés (APSFD) et ...• (Page 04)

Fiscalité au Togo

Réduction de 20 % au dédouanement des véhicules de plus de 05 ans

L'Office Togolais des Recettes (OTR) a annoncé, dans un récent communiqué, une mesure incitative destinée aux ... • (Page 04)

Inclusion financière en Afrique

Le paiement instantané, un levier puissant mais pas unique

www.leconomistebenin.com



Assemblée nationale du Bénin

• (Page 11)

Les députés adoptent le budget 2026 du Parlement

• (Page 03) Appui à l'éducation au Bénin

Le Japon dote les CEG d'Adjan et Zè d'infrastructures scolaires

Le 29 août 2025, l'Ambassadeur du Japon près le Bénin, Uezono Hideki, a procédé à l'inauguration de ... (Page 02)

Energie renouvelable Le Bénin lance 04 centrales nhotovoltaïques nour

photovoltaïques pour éclairer 50 000 foyers

Le Bénin va bientôt renforcer son dispositif en énergie renouvelable par la .. (Page 09)

Coopération médiatique Le Bénin et la Belgique renforcent leur partenariat

sur les médias

Le président de la HAAC, Édouard Loko, a reçu en audience l'ambassadrice de Belgique, Sandrine Platteau le vendredi 29 août 2025. Lors des échanges, les ... (Page 11)

Exposition Universelle d'Osaka

Le Bénin rayonne à l'occasion de sa Journée nationale

Le Bénin a célébré le 29 août 2025 sa Journée Nationale dans le cadre prestigieux de l'Exposition ... • (Page 10)

Taux de change du Fcfa XOF offert par

L'économiste

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	601.00	655.95	766.75	0.41	41.28	32.89	3.82	82.50	163.25	7.26

Appui à l'éducation au Bénin

Le Japon dote les CEG d'Adjan et Zè d'infrastructures scolaires

Le 29 août 2025, l'Ambassadeur du Japon près le Bénin, Uezono Hideki, a procédé à l'inauguration de quatre (04) salles de classe équipées ainsi que quatre cabines de latrines au CEG d'Adjan et au CEG de Zè, dans le département de l'Atlantique. Une réalisation qui s'inscrit dans le cadre du programme Don aux micro-projets locaux contribuant à la sécurité humaine.

• Sylvestre TCHOMAKOU

¶ngagé dans l'appui au développement ✓ inclusif et à la formation d'un capital humain de qualité, au Bénin, le Japon continue de se mobiliser pour un système éducatif de qualité. C'est dans ce contexte que le pays, à travers son programme Don aux micro-projets locaux contribuant à la sécurité humaine, a financé la construction et l'équipement de quatre salles de classe et de quatre cabines de latrines au CEG d'Adjan et au CEG de Zè. Le contrat de don, signé le 23 janvier 2025 entre l'Ambassade du Japon et l'ONG La Solution, a permis de mobiliser plus de 102 millions de FCFA. L'inauguration, présidée par l'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon, Uezono Hideki, s'est tenue le 29 août 2025 en présence du maire de Zè, Amandé Moussa, du Directeur dé-



partemental de l'enseignement secondaire de l'Atlantique, Mathias Amour Ahomadégbé, ainsi que des directeurs des deux établissements bénéficiaires.

Dans son intervention, Uezono Hideki a rappelé que « la construction de ces salles de classe par le financement du Japon s'inscrit dans l'engagement du Japon à accompagner le Gouvernement du Bénin et particulièrement la commune de Zè, dans le processus d'amélioration de son système éducatif ». Du côté béninois, les autorités locales

ont exprimé leur gratitude au peuple japonais pour ce geste qui, au-delà de l'amélioration des conditions de travail des enseignants et des élèves, contribue à un cadre d'apprentissage plus sain et sécurisé. Elles ont en outre pris l'engagement d'assurer une gestion rigoureuse et durable de ces nouvelles infrastructures. Avec ce projet, les élèves d'Adjan et de Zè disposent désormais d'espaces d'apprentissage plus adaptés, renforçant ainsi les perspectives de réussite scolaire dans la commune.





AUX DÉCIDEURS ...

L'Europe au biberon américain...!

Macon à Budapest, en Hongrie, le 07 novembre 2024, après l'élection de Donald Trump, je cite : « notre rôle au sein de l'Union européenne (Ue) n'est pas de commenter l'élection de Donald Trump, il a été élu par le peuple américain. Il va défendre le peuple américain. C'est légitime, c'est une bonne chose. La question est de savoir si nous sommes prêts à défendre les européens ? »

On note ici qu'Emmanuel Macron révèle l'âme de ses autres collègues européens au premier instant. Ils se dévoilent, ils se dénudent. Leur connaissance ne laisse après lui aucune espèce d'ambiguïté sur la terreur qu'ils éprouvent ; puisque l'élection du Président américain, Donald Trump a créé une panique générale dans l'Union européenne. Ce fut « the fright night in Europe ». Autrement la nuit hantée de vampire en Europe. On constate que toute l'Europe, la France en tête, est au biberon américain. Aujourd'hui, on se plaît à discerner chez les européens en général et chez les français en particulier, un tragique beaucoup plus moral et qui pose le problème de responsabilité de l'homme et un tragique métaphysique qui offre aux observateurs une « imitation » de la condition du citoyen européen. L'Europe est hantée par l'imprévisibilité d'ombre de Donald Trump dans le domaine économique et militaire.

Mais tout ce qui vient d'être dit par le Président français ne saurait infirmer les jugements des uns et des autres Président. D'ailleurs, quel que soit l'état conscient dans lequel Emmanuel Macron a parlé, il ne le connaît, certainement pas. La meilleure preuve est qu'il le croit toujours parfait, alors qu'il nous apprend que « l'Etat comme la France n'a pas d'amis ». De même qu'il en ignore les faiblesses, il se trompe sur ses qualités et son genre d'affirmation.

Il n'en est pas moins vrai cependant que le Président français, Emmanuel Macron a voulu représenter un type précis de colonisateur délimité. Il ne pense qu'à sa France et à son Union européenne. Il fait savoir, je cite : «... Je pense qu'on peut reprendre le contrôle. Pour moi, le monde est fait d'herbivore et de carnivore. Si on décide de rester herbivores, les carnivores gagneront, nous serons un marché pour eux ». Mais, c'est pourquoi il ne veut pas accepter le souverainisme des pays de l'Afrique au Sud du Sahara. Il ne souhaite pas que l'Afrique soit laissée aux africains. Le Président Sénégalais, Diomaye Faye, n'a-t-il pas raison lorsqu'il annonce la fermeture des bases militaires dans son pays ? Ne va-t-on pas vers le souverainisme sénégalais ? Le Président Tchadien, Mahamat Itno Deby a, également, annoncé la rupture de la coopération militaire avec la France. Les pays du sahel ont brouillé et embrouillé les liens diplomatiques avec la France.

Afrique, réveilles-toi! Pour ne plus être herbivore dans le monde carnivore.

Jules AFFODJ

Eco secret

Sanlam Allianz Ré se sépare de son directeur général

anlam Allianz Ré, ex-Saham Ré, a écarté son directeur général, Ilyes Hassib, a appris Financial Afrik. Fort d'une longue expérience dans le secteur, il avait notamment dirigé le département acceptations Afrique de la Société Centrale de Réassurance en 2013, avant de rejoindre Sanad (groupe Atlanta) puis Saham...

Inclusion financière en Afrique

Le paiement instantané, un levier puissant mais pas unique

Près de 6 adultes sur 10 en Afrique subsaharienne disposent désormais d'un compte bancaire ou mobile, selon le dernier rapport Global Findex. Les systèmes de paiement instantané multisectoriels combinés aux technologies mobiles, jouent un rôle majeur dans l'expansion des services financiers.

Aké MIDA

e rapport Glo-Findex 2025 (Banque confirme mondiale) une avancée spectaculaire de l'inclusion financière en Afrique subsaharienne. Entre 2014 et 2024, la proportion d'adultes disposant d'un compte bancaire ou mobile est passée de 34 % à 58 %, soit près de six adultes sur dix.

En seulement trois ans, huit économies de la région ont enregistré une hausse d'au moins 10 points de pourcentage, dont le Nigeria, le Sénégal et la Zambie avec plus de 20 points de progression. Toutefois, souligne le rapport, certains pays n'ont connu aucun progrès ou une légère régression.

La proportion d'adultes recourant aux paiements numériques a elle aussi quasiment doublé depuis 2014. En 2024, 51 % de la population adulte africaine, soit 88 % des détenteurs de compte, avait effectué ou reçu un paiement numérique.

Dans l'ensemble des économies en développement, 40 % des adultes ont déclaré avoir épargné sur un compte financier, soit une augmentation de 16 points de pourcentage depuis 2021, selon le rapport. Et, à l'échelle mondiale, 79 % des adultes possèdent désormais un compte financier, un chiffre en constante augmentation grâce à la généralisation des services de mobile money et des comptes numériques qui permettent de gérer les finances de manière plus efficace et sécurisée.

Rôle central des Spi

Les Systèmes de paiement instantané (Spi), lorsqu'ils sont multisectoriels et interopérables, jouent un rôle majeur dans cette expansion. Ces systèmes nationaux ou régionaux permettent d'effectuer des transactions de petits montants à faible coût entre prestataires de paiement agréés forment la couche de paiement des Infrastructures publiques numériques (Ipn).

Les Spi peuvent générer de solides effets de réseau si leur conception est centrée sur l'utilisateur et inclusive. Les régulateurs ont un rôle clé pour garantir que ces infrastructures soient accessibles à tous.

Cependant, certains pays n'ayant pas de Spi multisectoriel comme la RD Congo, l'Ouganda, le Kenya ou l'Afrique du Sud, ont néanmoins enre-

gistré des progrès grâce à la croissance rapide de leurs marchés d'argent mobile. Cela montre que les Spi ne constituent pas le seul levier et que l'écosystème financier

rôle déterminant.
Une comparaison des données entre pays africains disposant d'un Spi gouvernemental et ceux qui n'en ont pas encore adopté, montre une forte corrélation entre la présence d'un Spi interopérable et des

et l'équipement tech-

nologique jouent un

hausses supérieures à la moyenne en matière de détention de compte et d'usage des paiements numériques.

L'essor des technologies mobiles joue un rôle central dans cette transformation. Le rapport Global Findex 2025 souligne que 84 % des adultes dans les pays à revenu faible et intermédiaire (Prfi) possèdent un téléphone portable, et 3 milliards disposent d'un smartphone. Associés aux services financiers numériques, ces appareils permettent d'étendre l'accès aux zones rurales et isolées.

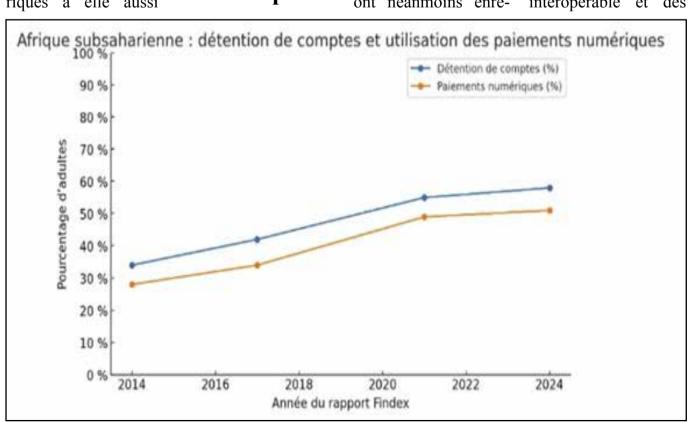
Résilience et défis

Le rapport souligne également que 56 % des adultes pourraient accéder à des fonds supplémentaires en cas d'urgence, un indicateur clé de résilience financière. Cependant,

des défis subsistent, notamment en matière de préparation aux catastrophes naturelles, puisque 1 adulte sur 4 dans les Prfi a été confronté à un tel événement au cours des trois dernières années. Global Findex 2025 introduit nouvel outil, le Digital Connectivity Tracker, qui mesure l'accès et l'utilisation des technologies mobiles. Combiné aux données sur l'inclusion financière, il offre une vision complète de la manière dont les infrastructures mobiles contribuent à élargir l'accès aux services financiers et à renforcer la résilience économique.

Le rapport propose également une exploration interactive des données, permettant aux utilisateurs de visualiser les tendances par pays, de comparer des indicateurs clés et de télécharger des graphiques prêts à l'emploi.





Fiscalité au Togo

Réduction de 20 % au dédouanement des véhicules de plus de 05 ans

L'Office Togolais des Recettes (OTR) a annoncé, dans un récent communiqué, une mesure incitative destinée aux importateurs et usagers de véhicules. Du 1 er septembre au 15 novembre 2025, une réduction exceptionnelle de 20 % sur les frais de dédouanement est appliquée aux véhicules de plus de cinq ans.

• Bidosssessi WANOU

battage de 20 % du coût de la douane à l'acquisition d'un véhicule vieux de plus de cinq années au Port de Lomé. C'est en vertu des dispositions du Code général des Impôts et du Code des douanes en vigueur au Togo que ladite mesure qui n'est pas une première, a été prise.

effet, la décision concerne spécifiquement les véhicules dits « en souffrance » sous douane, soient ceux qui n'ont pas encore été mis à la consommation. Selon l'administration fiscale, l'objectif est double : désengorger les parcs automobiles saturés et encourager de nouvelles commandes à l'approche des fêtes de fin d'année, période traditionnellement marquée par une forte demande en automobiles.

Toutefois, l'OTR rappelle que pour bénéficier pleinement de cet abattement, la



liquidation et le paiement effectif des droits et taxes doivent être effectués au plus tard le 30 novembre 2025. Passé ce délai, la remise sera automatiquement annulée et les tarifs normaux s'appliqueront de nouveau.

Cette mesure s'inscrit dans une logique de facilitation fiscale et de promotion de la mise à la consommation des véhicules importés, souligne l'institution. Elle n'est pas une première : l'OTR a l'habitude de prendre ce type de dispositions en fin d'année afin de dynamiser le secteur automobile et de soutenir les usagers.

Avec cette réduction, les autorités fiscales togolaises entendent donner un souffle nouveau au marché automobile tout en renforçant la mobilisation des recettes publiques. C'est une mesure à haute portée sociale qui permet à de nombreux citoyens de s'octroyer à coût abordable, un véhicule peu usité, au plus cinq années. Cette mesure est donc souhaitable dans d'autres secteurs pour favoriser davantage les populations.

trolière dans un contexte de

Congo-Brazzaville

Un site d'exploration en mer de 1000 km² octroyé à TotalEnergies



multinationale pétrolière française TotalEnergies est le principal producteur d'hydrocarbures du Congo-Brazzaville. Une position appelée à se renforcer, selon la compagnie, grâce à de nouveaux investissements dans l'offshore. Conformément à sa volonté de faire face à la chute de la production nationale d'hydrocarbures ces dernières années, le gouvernement congolais a octroyé à TotalEnergies un permis de prospection de 1000 km² situé en mer, dans la zone dite de Nzombo. TotalEnergies a officialisé l'information lundi 1er septembre. La multinationale détiendra 50 % de ce «permis d'exploration prometteur», aux côtés de QatarEnergy (35 %) et

de la Société nationale des pétroles du Congo (15 %). Dans le cadre de ses engagements sur ce permis, dont la durée n'a pas été précisée, TotalEnergies et ses partenaires prévoient de mobiliser les moyens techniques pour lancer les travaux de forage rapidement. Un premier puits d'exploration est prévu avant la fin de l'année. Le permis Nzombo se situe à une centaine de kilomètres de la côte congolaise, à proximité du permis Moho, exploité depuis plusieurs années par TotalEnergies via sa filiale locale. La localisation permet donc de capitaliser sur des infrastructures déjà présentes dans la région. L'octroi de ce permis s'inscrit dans la stratégie du Congo-Brazzaville de stimuler sa production pé-

déclin de certains gisements matures. Le pays a annoncé fin 2024 son objectif d'atteindre 500 000 b/j d'ici 3 ans, contre environ 262 000 b/j en 2023, selon les données de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP). Ce développement renforce la présence opérationnelle de TotalEnergies dans le secteur des hydrocarbures du Congo, où elle est active depuis près de 60 ans. L'entreprise française reste aujourd'hui le premier producteur grâce au projet Moho, dont la capacité avoisine 100 000 b/j. TotalEnergies cible l'ajout de nouveaux puits, notamment sur Moho Nord, afin de stimuler la production. En avril, le groupe a évoqué un investissement de 500 à 600 millions de dollars pour cet objectif. L'enjeu pour la société et ses partenaires sera de transformer rapidement une découverte éventuelle en projet commercial. En 2024, selon le Trésor français, le secteur pétrolier a généré environ 50 % des recettes budgétaires et près de 90 % des recettes d'exportation du Congo.

Source externe

Gestion de la Performance Sociale et Environnementale

L'ANSSFD et l'APSFD présentent le projet-cadre aux IMF

La deuxième session d'échange entre l'Association professionnelle des systèmes financiers décentralisés (APSFD) et les institutions de microfinance (IMF), avec l'appui technique de l'Agence nationale de surveillance des systèmes financiers décentralisés (ANSSFD), s'est tenue ce mardi 2 septembre 2025 à Cotonou. La rencontre a permis de présenter le projet-cadre des normes de Gestion de la Performance Sociale et Environnementale (GPSE), spécifiquement adaptées au secteur de la microfinance.

• A W A

es institutions de microfinance (IMF) s'activent pour se conformer aux normes de Gestion de la Performance Sociale et Environnementale (GPSE). C'est dans ce cadre que s'est tenue la deuxième session d'échange entre l'Association professionnelle des systèmes financiers décentralisés (APSFD) et les institutions de microfinance.

En ouvrant les travaux, le président de l'APSFD, Ignace Dovi, a rappelé que l'atelier vise à présenter la version finalisée du document, enrichie des commentaires et observations recueillis lors des précédents échanges. Il a également souligné l'importance de ce cadre commun, qui doit non seulement renforcer les pratiques du secteur, mais aussi être compris et adopté par tous les acteurs concernés.

Pour lui, la microfinance repose essentiellement sur deux volets à savoir le volet financier et le volet social qui met l'épanouissement de l'homme au centre de toute chose. Il a également rappelé que l'homme évolue dans un environnement qui doit impérativement être pris en compte. « On finance des activités génératrices de revenus, le développement des micros et petites entreprises; il faut donc impérativement garder un œil sur l'environnement », a-t-il insisté, mettant en lumière l'importance de l'approche environnementale dans le financement responsable. Présent à cette session, Da-Costa Gilles, représentant de la Coopération Luxembourgeoise, a fait savoir que cet atelier représente une véritable opportunité pour les institutions de microfi-



nance au Bénin.

Avant de lancer officiellement les travaux, Philippe Dahoui, Directeur général de l'ANSSFD, a souligné l'importance de cette initiative. « L'agence, en prenant cette initiative, crée une opportunité pour vous, institutions. Je pense que ces travaux menés au niveau de l'agence vont aider à positionner les IMF dans la mobilisation de ressources financières », a-t-il déclaré.

Il a également insisté sur la légitimité et l'urgence du projet-cadre : « La nécessité de disposer d'un cadre de normes GPSE s'impose à nous, car la nouvelle loi portant réglementation de la microfinance en fait expressément mention », a-t-il rappelé. Pour lui, ce cadre constitue une étape importante dans la préparation à la conformité à la nouvelle loi. A l'en croire, il s'agit d'un cadre spécifique pour le secteur de la microfinance du Bénin car, chaque secteur a ses réalités, et la microfinance béninoise, avec sa diversité et ses enjeux, mérite un référentiel clair, cohérent, aligné sur les standards internationaux.

Le projet-cadre des normes GPSE

Le projet de Gestion de la Performance Sociale et Environnementale (GPSE), une fois adopté, sera applicable à toutes les institutions de microfinance (IMF) au Bénin. Il vise à renforcer la crédibilité, la transparence et la durabilité du secteur. Ce dispositif constituera un cadre de référence national, aligné sur des standards internationaux reconnus, tout en étant adapté aux réalités béninoises, afin d'harmoniser les pratiques des IMF autour d'exigences claires et partagées.

Levier de performance globale, il permet d'équilibrer la recherche de viabilité financière avec la responsabilité sociale et environnementale, renforçant la confiance des clients, des partenaires techniques et financiers.

Noter qu'en matière d'outil de pilotage et de suivi, il fournit des indicateurs clairs pour évaluer et améliorer en continu la performance sociale et environnementale des IMF.

La mise en œuvre du cadre pourra être instituée par un acte (par exemple une décision) de l'autorité de supervision, en l'occurrence le Ministre en charge des finances.

Pour faciliter une mise en œuvre progressive et participative du cadre GPSE, plusieurs étapes sont prévues. D'abord, un outil d'autoévaluation sera développé pour permettre aux IMF de mesurer leur niveau de conformité et d'identifier les axes d'amélioration. Suivront des actions de diffusion, de sensibilisation et de renforcement des capacités, afin de garantir une bonne compréhension du dispositif par l'ensemble des acteurs. Des formations de formateurs seront également organisées pour accompagner les IMF sur le terrain. Enfin, une formation spécifique du personnel des IMF permettra d'assurer l'intégration effective du cadre GPSE dans leurs pratiques quotidiennes.



Liste des événements à caractère économique de 2025

EVENEMENTS	PERIODE	LIEUX / CONTACTS	ORGANISATEURS
14th World Chambers Congress	02 au 04	Convention Centre Place, South Wharf VIC 3006,	011011110111 = 0110
	septembre 2025	Australie	
		Algers / Algérie	Algers / Algérie
IATF 2025	04 au 10	customerservice@intrafricaintradefair.com	customerservice@intrafricaintradefair.
La Foire Commerciale Intra Africain	septembre 2025	Tel WhatsApp : +277 644 30 401	com
Salon Africain du Mobilier (SMOB)	16 au 18 octobre	salondumobilier@ay-wa.com	Salon Africain du Mobilier (SMOB)
	2025	www.salonafricaindumobilier.com	
SETAF : Salon des Entrepreneurs et Talents	07 et 08	Saint-Étienne France	
Africains 2025	novembre 2025	https://www.helloasso.com/associations/setaf/ evenements/setaf-salon-des-entrepreneurs-et-	
		talents-africains	
		Le Caire, Égypte	
10 ème Édition Sommet Africités	1er au 05	+212 537 26 00 62 / 63	Cité et Gouvernement Locaux Uni
	décembre 2025	www.africities.org / www.uciga.org	d'Afrique (CGLU)
Forum International des Investisseurs (F2I)	09 et 10	Douala, Cameroun	
	décembre 2025	https://f2icameroun.com/	

NB: Pour la publication de vos événements Foire, Salon, journées porte ouverte dans la présente rubrique, veuillez contacter le 60917800/69190880

Email: leconomistbenin1@gmail.com **Site web**: www.leconomistebenin.com



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.
Afrique de l'Ouest

<u>Siège Social</u> : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph AMONA - 01 BP 3802 Abidjan ■: (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 <u>Télécopic</u> : (225) 20 32 66 84 E-mail : brvm@brvm.org

ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN

Adresse: Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2985 Cotonou
Teléphone: (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Telécopie: (229) 21 31 20 77

COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

Modules de formation

- -MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;
- -MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;
- -MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

Lieu de la formation : Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou. Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

La participation aux formations est gratuite.

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB

Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39 NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA

Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : L'économiste.

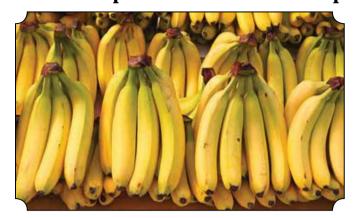
L'économiste, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

L'économiste, le journal des décideurs

<u>Agriculture</u>

Gel des importations de banane depuis le 1^{er} septembre



e Comité de Pilotage de Régulation de la filière banane du Sénégal a décidé la suspension des importations de Bananes depuis le lundi 1er septembre 2025.

La mesure a été prise au sortir de la réunion du Comité tenue hier, lundi, pour partager et valider le protocole d'accord et le cahier de charges entre producteurs et commerçants importateurs de banane.

A cet effet, un comité de suivi est mis en place pour une évaluation périodique de l'approvisionnement du

Selon les prévisions du Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté Alimentaire et de l'Elevage (MASAE),

« une production de 112 500 tonnes de bananes est attendue pour la campagne 2025, dont une grande partie entre septembre, octobre et novembre »

Cette décision marque une étape clé dans la structuration de la filière banane au Sénégal et la sécurisation des débouchés pour les producteurs locaux.

Le Sénégal vise l'autosuffisance en banane d'ici 2029 grâce au «Programme national de développement de la filière banane» (Pndfbs), qui inclut des mesures pour renforcer la production locale, améliorer les conditions de récolte et de stockage, et réduire les pertes.

L'Economiste Sénégal

Total Bilan des banques

Un indicateur roi... mais pas absolu

Jean TCHANGAI est Directeur des Engagements d'un groupe bancaire, Chercheur, membre du CREFE et du LISST - Dynamiques Rurales

-Franck-Fidel N'DA est Associé chez Forvis Mazars Afrique de l'ouest et du centre, en charge de la ligne de service Consulting, Ex-Directeur Financier d'un groupe

La taille compte... mais elle ne dit pas tout.

Chaque année, les classements bancaires suscitent beaucoup d'attention. Et souvent, c'est le « Total Bilan » qui fait la une. Plus une banque affiche un Total Bilan élevé. plus elle paraît grande et puissante. En apparence, rien de plus simple. Le Total Bilan, c'est la somme de tous les actifs d'une banque, autrement dit la photographie de sa taille. Mais la vraie question est ailleurs. Lorsqu'il s'agit d'évaluer la capacité réelle d'une banque à financer l'économie et sa résilience face à d'éventuels chocs ou crises, une banque plus grande et puissante est-elle nécessairement plus solide et plus utile pour le développement économique?

La réponse est moins évidente qu'il n'y paraît. Si le Total Bilan est un bon thermomètre de la taille, il reste un indicateur partiel qui ne dit pas tout de la santé d'une banque ni de son rôle réel dans le financement de l'économie d'un pays.

Ce que le Total Bilan dit... et ce qu'il ne dit pas

Oui, le Total Bilan reflète l'ampleur d'une banque. Mais il ne dit rien, ou presque, de la qualité de ses actifs, de sa rentabilité, de sa capacité à maîtriser ses risques ou encore de sa solidité face aux crises.

A titre d'exemple, deux banques peuvent chacune avoir 1 000 milliards FCFA de total bilan. La première a un portefeuille de crédits sains, c'est-à-dire qu'elle prête à des clients qui remboursent bien et régulièrement, ce qui lui permet de gagner de l'argent et de répartir ses prêts dans différents secteurs. La seconde, en revanche, est « plombée » par des créances douteuses,

autrement dit, des prêts accordés à des clients qui ont du mal à rembourser, et supporte un coût du risque élevé, c'est-à-dire des pertes financières liées à ces impayés. Le classement par taille les met au même niveau, mais les deux réalités sont totalement différentes. Un autre exemple : deux banques de même taille peuvent allouer leurs crédits de manière très différente. L'une oriente 60 % de ses prêts vers le financement de l'économie réelle (PME du secteur agricole, financementd'infrastructures, etc.), quand l'autre privilégie les placements financiers ou les grandes entreprises importatrices. Même bilan, mais un rôle très différent pour l'économie. Autrement dit : la taille du bilan impressionne, mais elle ne fait pas

Vers un classement plus pertinent Le simple volume du bilan ne suffit pas à juger de la véritable performance d'une banque. Pour apprécier sa contribution réelle au financement d'une économie, il est nécessaire de croiser d'autres indicateurs, plus révélateurs de son rôle d'intermédiation et de sa capacité à financer durablement l'économie.

- La rentabilité (ROE, ROA) : elle montre la capacité d'une banque à gagner de l'argent avec les fonds qu'elle gère (fonds investis et collectés). Une banque peu rentable aura du mal à attirer des investisseurs ou à augmenter ses prêts. À l'inverse, une banque rentable peut réinvestir ses gains pour développer son activité et prêter davantage.
- · La qualité du portefeuille de crédits : elle se mesure par le taux de créances en souffrance, c'est-à-dire la proportion de prêts « en difficulté » ou non remboursés à temps, soit parce que les clients paient en retard, soit parce qu'ils ne remboursent plus du tout. Plus ce taux est élevé, plus la banque doit provisionner, c'est-à-dire mettre de l'argent de côté pour couvrir les pertes potentielles. Ce qui réduit mécaniquement sa capacité à financer de nouveaux projets. Dit autrement, moins il y a de crédits en difficulté, plus la banque peut financer
- La solidité financière : elle se me-

sure par le niveau de fonds propres, qui constituent le « coussin » protégeant la banque contre les pertes. Plus ce coussin est important, plus la banque peut prêter en toute sécurité sans risquer de tomber sous les exigences réglementaires.

- La liquidité : c'est la capacité d'une banque à disposer de l'argent nécessaire pour répondre aux retraits de ses clients et honorer ses engagements. Une liquidité faible contraint la banque à limiter ses prêts, notamment dans les projets d'investissement, tandis qu'une bonne liquidité lui permet de soutenir davantage l'économie réelle.
- L'efficacité opérationnelle ou coefficient d'exploitation : elle mesure combien la banque dépense pour fonctionner par rapport à ce qu'elle gagne. Une banque qui dépense trop aura moins de marge pour baisser par exemple ses taux de crédit.
- La capacité de financement de l'économie réelle :c'est l'indicateur le plus parlant pour mesurer l'impact concret d'une banque sur l'économie et la société. Il montre quelle part de l'épargne collectée par la banque est réellement transformée en prêts pour les entreprises. Ce dernier indicateur est particulièrement important dans les économies en développement. Les PME, qui représentent plus de 80 % des entreprises, ont souvent du mal à obtenir des crédits. Une banque qui leur consacre une part significative de ses prêts contribue directement à la croissance, à la création d'emplois et au développement concret de l'économie.

Au-delà du classement par taille

Le Total Bilan permet de mesurer la taille d'une banque, mais il ne dit rien de sa capacité à financer l'économie ni de sa solidité. Pour apprécier réellement les banques, il faut croiser plusieurs indicateurs : rentabilité, capacité à prêter, solidité et résilience.

Le vrai classement ne devrait pas se faire uniquement sur la taille du bilan, mais sur l'impact durable d'une banque sur la croissance et la stabilité de l'économie.

Financial Afrik

Ghana

La SFI prépare un prêt de 20 millions \$ pour un projet de ciment bas carbone



e bénéficiaire de ce financement est CBI Ghana, ex-Lafarge Holcim, et producteur de ciment Supacem. Continental Blue Investment Ghana Limited (CBI), l'un des principaux producteurs de ciment du Ghana, pourrait bientôt recevoir un prêt pouvant atteindre 20 millions \$ de la Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale dédiée au secteur privé. L'annonce a été faite le mercredi 27 août 2025. Le conseil d'admi-

nistration de l'institution se prononcera le 30 septembre 2025 sur ce financement de l'exploitation d'une usine de production de ciment LC3 (ciment d'argile calcinée calcaire) d'une capacité de production de 400 000 tonnes d'argile calcinée par an au Ghana, à Tema, dans la zone industrielle d'Accra. Le coût total du projet est estimé à 66,7 millions de dollars, financé par un mélange de dette (38 millions de dollars, incluant le prêt envisagé de la SFI) et de capitaux propres (28,7 millions de dollars). Le projet s'est déjà vu accorder un financement par un consortium international comprenant F. Scott, la société mère de CBI, Société Générale, Norfund (Fonds norvégien d'investissement pour les pays en développement) et EKF Danemark. La SFI fournira au-delà du financement, une assistance technique à CBI pour l'aider à identifier et exploiter des opportunités sur les marchés du carbone.

Accroître la capacité de production

L'usine, déjà opérationnelle, est présentée comme le plus grand calcinateur flash au monde. Elle utilise une technologie innovante permettant de remplacer 20% du clinker importé par de l'argile locale, réduisant ainsi l'empreinte carbone de la production de ciment. CBI prévoit d'augmenter sa capacité de production de 600 000 à 1,4 million de tonnes dans les prochaines années, réduisant ainsi la dépendance du pays aux importations de clinker (un composant traditionnel du ciment à forte empreinte carbone). Ce qui devrait rendre le ciment plus abordable pour les consommateurs et dynamiser les chaînes d'approvisionnement locales, tout en favorisant la création d'emplois. CBI est un acteur majeur du secteur cimentier ghanéen, détenu par une holding suisse, elle-même une coentreprise entre l'allemand Heidelberg Materials et F. Scott AG. Ses actionnaires minoritaires incluent des fonds d'investissement publics norvégien et danois, ainsi que le spécialiste danois de l'équipement, FLSmidth.

Liberia

70 % de renouvelables, mais une production encore insuffisante

e Liberia bénéficie d'un cadre de régulation reconnu en Afrique de l'Ouest, mais doit encore moderniser son infrastructure éner-✓ gétique pour atteindre l'objectif de 75 % de couverture nationale d'ici 2030. Selon l'Environmental Protection Agency (EPA) du Liberia, 70 % de l'électricité provient désormais de sources renouvelables, principalement l'hydroélectricité et le solaire. Au-delà de cette annonce relayée



mercredi 27 août par la presse locale, on peut observer cependant que la capacité électrique installée dans le pays demeure faible, à environ 126 MW d'après la Banque mondiale (Looking ahead: Perspective on the National Electricity Utility of Liberia, 2024). Le rapport annuel 2023 de la Liberia Electricity Regulatory Commission (LERC) signale que la puissance réellement opérationnelle ne dépassait pas 93 MW, en raison de pannes et de contraintes techniques sur la centrale de Mount Coffee, pilier de l'hydroélectricité nationale. Pour compenser, le pays a augmenté ses importations via la ligne régionale CLSG (Côte d'Ivoire, Liberia, Sierra Leone, Guinée), passant de 27 MW en 2023 à près de 50 MW en 2024, selon la Banque mondiale. En février 2025, la Liberia Electricity Corporation (LEC) a signalé une baisse de 85 % des livraisons d'électricité de la Compagnie ivoirienne d'Électricité (CIE), principal fournisseur du pays. Ces contraintes illustrent la fragilité d'un système où la part élevée de renouvelables masque une offre structurellement limitée. Selon la Banque mondiale, même en intégrant les projets déjà financés, la capacité disponible ne dépasserait pas 187 MW à l'horizon 2030, contre une demande estimée à 388 MW. L'institution estime ainsi à 51,8 % le déficit structurel à l'horizon 2030, en l'absence de nouveaux projets.

<u>Investissement</u>

Le chinois Sinomine veut se lancer dans le cuivre botswanais via un accord avec Cobre

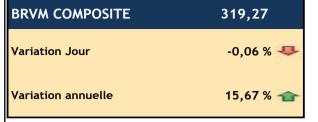
utre sa présence dans le lithium avec le projet Bikita au Zimbabwe, les opérations africaines de Sinomine se concentrent principalement sur le cuivre. Le groupe minier chinois possède plusieurs actifs cuprifères en Afrique australe, dont la fonderie Tsumeb acquise en 2024 en Namibie. Sinomine a signé un accord d'investissement en vue d'acquérir 70% du projet de cuivre Okavango au Botswana. L'annonce effectuée ce mardi 2 septembre par Cobre Limited, l'actuel détenteur de l'actif, pourrait marquer l'entrée du groupe chinois dans le secteur cuprifère de ce pays d'Afrique australe. Sinomine s'est engagée à investir initialement jusqu'à 3 millions de dollars australiens (environ 1,9 million USD) via des placements d'actions pour les besoins d'exploration. Ce financement lui offrirait à terme la possibilité d'acquérir les 70% de parts dans le capital du projet, en échange d'un autre versement en espèces de 7 millions de dollars australiens à Cobre. Les deux parties prévoient ensuite de constituer une coentreprise pour la gestion du projet, dans laquelle Cobre conservera les 30% restants. Avec cet accord, Sinomine pourrait ainsi devenir l'actionnaire majoritaire d'un actif de 1363 km2 situé dans la ceinture de cuivre du Kalahari. Il faut dire que cette région captive de plus en plus les investisseurs miniers, à l'instar de BHP qui a annoncé en mars un investissement de 25 millions USD dans les projets Kitlanya, également pilotés par Cobre. Pour Sinomine, cette incursion au Botswana peut aussi renforcer sa présence dans le cuivre africain, moins d'un an après le rachat de la fonderie Tsumeb en Namibie. Plusieurs conditions restent toutefois à remplir avant la prise effective de parts dans Okavango, notamment une due diligence et les approbations réglementaires nécessaires aux placements d'actions. En attendant, rappelons que Sinomine est également active dans le secteur africain du lithium avec le projet Bikita au Zimbabwe.

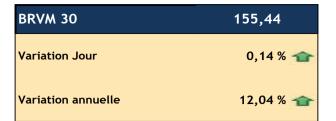
Ecofin du 02 Septembre 2025

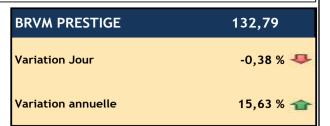
LLETIN OFFICIEL DE LA COT

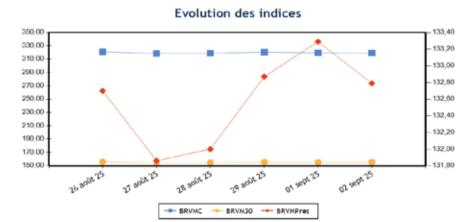
mardi 2 septembre 2025

N° 165





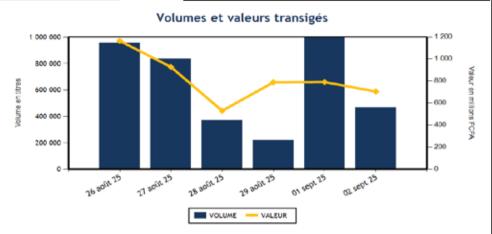




Niveau 12 309 801 340 854	Evol. Jour
12 309 801 340 854	-0,06 %
467 761	-53,18 %
704 236 684	-10,60 %
46	0,00 %
15	-16,67 %
20	5,26 %
11	22,22 %
	704 236 684 46 15 20

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CFAO MOTORS CI (CFAC)	910	7,06 %	51,67 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	690	6,98 %	-8,00 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	17	6,25 %	6,25 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	3 665	2,23 %	93,92 %
BIIC BN (BICB)	5 305	1,73 %	



Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 860 892 403 542	-0,07 %
Volume échangé	42	-87,35 %
Valeur transigée (FCFA)	420 000	-87,11 %
Nombre de titres transigés	2	-33,33 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	0	
Nombre de titres inchangés	2	0,00 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNILEVER CI (UNLC)	45 300	-7,49 %	599,61 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	2 500	-4,94 %	-2,91 %
SETAO CI (STAC)	710	-2,74 %	57,78 %
ONATEL BF (ONTBF)	2 335	-2,51 %	1,74 %
BERNABE CI (BNBC)	1 750	-1,96 %	64,32 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 jar	vier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE		10	132,79	-0,38 %	15,63 %	24 966	234 914 805	10,12
BRVM-PRINCIPAL	(**)	37	191,60	0,13 %	38,73 %	442 795	469 321 879	12,52

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE (**)	11	251,95	-1,93 %	114,68 %	32 108	113 571 740	8,13
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	723,05	-0,07 %	-5,36 %	11 834	67 762 710	10,08
BRVM - FINANCES	16	125,97	0,39 %	23,80 %	352 253	349 875 244	8,25
BRVM - TRANSPORT	1	348,80	0,00 %	6,15 %	1 325	1 887 760	3,68
BRVM - AGRICULTURE	5	329,57	0,03 %	67,23 %	18 924	100 338 290	10,69
BRVM - DISTRIBUTION	7	398,72	1,80 %	18,92 %	45 525	55 293 820	54,91
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	629,42	-0,27 %	-3,09 %	5 792	15 507 120	11,06

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	94,34	-0,08 %	-5,66 %	9 866	61 940 120	9,98
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	124,73	3,43 %	24,73 %	54 118	64 778 885	76,14
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	123,80	0,39 %	23,80 %	352 253	349 875 244	8,25
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	209,51	-1,61 %	109,51 %	21 568	148 420 990	9,01
BRVM - INDUSTRIELS	6	137,76	-0,73 %	37,76 %	13 724	43 929 555	4,94
BRVM - ENERGIE	4	108,65	-0,25 %	8,65 %	14 264	29 469 300	13,30
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	103,71	0,29 %	3,71 %	1 968	5 822 590	8,55



Av. proche, rue en face de l'eglise Saint Michel allant vers Caborna, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN

■ 001 BP 8690 RP

uca@ucasgi.com

© (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00

(229) 21 31 00 21 www.ucasgi.com



immeuble SGI-Bénin 01 BP 4546 Cotonou. Tél: (229) 21 31 15 41 21 31 15 71



BOA CAPITAL SECURITIES Siège BOA Benin, **Boulevard de France**

Tel: (229) 21315343/64182121



BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances Face à la Direction de l'Emigration Immigration

> 01 BP 8668 RB Cotonou ■ contact@agi-agi.com

+229 21 31 87 33 → +229 21 31 60 65



Avenue Steinmetz Face Immeuble Air Gabon 01 BP 6002 COTONOU BENIN Tél: (229) 21 31 88 35 / 21 31 88 36



Société de gestion et d'intermédiation

Boulevard Saint Michel Immeuble Agence BIIC Dantokpa 01 BP. 7700 Cotonou Tél. +229 21324875 Tél. +229 21324876 sgibfs@biic-financialservices.com

Indicateurs économiques du Bénin

Évolution du PIB nominal (en milliards de FCFA)										
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	
						Est	Prév	Prév	Prév	
Secteur primaire	1 944,2	2 101,2	2 223,3	2 266,2	2 442,2	2 798,6	3 120,7	3 298,6	3 503,1	
Secteur secondaire	1 100,0	1 114,2	1 159,9	1 375,5	1 467,6	1 615,4	1 800,7	1 946,3	2 116,0	
Secteur tertiaire	3 376,7	3 569,7	3 865,9	4 049,7	4 315,0	4 501,2	4 914,2	5 272,7	5 651,2	
PIB aux coûts des facteurs	6 420,9	6 785,1	7 249,2	7 691,5	8 224,8	8 915,2	9 835,6	10 517,6	11 270,3	
Impôts et taxes nets des subventions	584,3	590,2	672,8	740,8	784,0	894,5	1 038,0	1 152,6	1 274,9	
TOTAL PIB	7 005,2	7 375,3	7 922,0	8 432,2	9 008,8	9 809,7	10 873,5	11 670,1	12 545,4	

Source: INSTAD/DGE, Mai 2022

Croissance du	Produit Intérieu	r Brut réel (%)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
						est	Prév	Prév	Prév
PIB total	3,3	5,7	6,7	6,9	3,8	7,2	5,7	6,2	6,0
Secteur primaire	9,0	7,6	7,3	5,2	1,8	5,2	5,4	5,6	5,7
Secteur secondaire	0,9	0,5	4,8	13,6	5,2	9,1	6,5	7,1	6,8
Secteur tertiaire	1,9	5,5	5,7	5,2	4,9	6,6	4,7	5,2	4,8
Droits et taxes	-1,1	11,0	14,0	10,1	2,7	12,5	10,2	11	10,5

Source: INSTAD/DGE, Mai2022

Structure du PIB (%)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
					Est	Est	Prév	Prév	Prév
PIB total	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Secteur primaire	27,8	28,5	28,1	26,9	27,1	28,5	28,7	28,3	27,9
Secteur secondaire	15,7	15,1	14,6	16,3	16,3	16,5	16,6	16,7	16,9
Secteur tertiaire	48,2	48,4	48,8	48,0	47,9	45,9	45,2	45,2	45,0
Droits et taxes nets de subventions	8,3	8,0	8,5	8,8	8,7	9,1	9,5	9,9	10,2

Source: INSTAD/DGE, Mai 2022

Evolution du PIB nominal par branche d'activités (en milliards de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
						Est	Prév	Prév	
Secteur primaire	1 944,2	2 101,2	2 223,3	2 266,2	2 442,2	2 798,6	3 120,7	3 298,6	3 503,1
Agriculture	1 486,8	1 648,8	1 743,5	1 761,6	1 968,1	2 238,3	2 523,2	2 661,2	2 820,9
Elevage, chasse	263,4	263,5	280,6	304,1	266,9	382,0	413,0	446,5	482,7
Pêche sylvicul- ture et exploita- tion forestière	194,0	188,8	199,1	200,6	207,2	178,3	184,5	190,9	199,5
Secteur secondaire	1 100,0	1 114,2	1 159,9	1 375,5	1 467,6	1 615,4	1 800,7	1 946,3	2 116,0
Activités Ex- tractives	26,6	28,3	30,5	34,4	39,1	40,4	45,6	50,0	56,1
Industrie Agro-Alimentaire	443,2	462,9	469,9	531,5	559,8	586,2	641,6	674,0	721,8
Autres Industries manufacturières	252,5	246,6	256,0	300,4	312,9	343,8	377,4	399,6	431,6
Electricité et eau	53,3	55,5	55,8	60,6	71,2	81,2	87,7	97,5	106,4
BTP	324,4	321,0	347,7	448,6	484,5	563,9	648,4	725,2	800,0
Secteur tertiaire	3 376,7	3 569,7	3 865,9	4 049,7	4 315,0	4 501,2	4 914,2	5 272,7	5 651,2
Commerce	926,9	970,2	1 030,6	1 035,3	1 058,0	1 160,1	1 268,3	1 365,0	1 454,7

Répartition de la population béninoise par sexe

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Population totale (en millions)	9,73	10,00	10,29	10,58	10,87	11,18	11,49	11,80	12,12	12,45
Hommes	4,84	4,98	5,12	5,27	5,42	5,57	5,73	5,89	6,05	6,22
Femmes	4,89	5,03	5,16	5,31	5,45	5,60	5,75	5,91	6,07	6,23
Proportion Homme/Femme (%)	98,9	99,1	99,2	99,3	99,4	99,5	99,6	99,7	99,8	99,8
Taux de croissance démo- graphique (%)	2,8	2,8	2,8	2,8	2,8	2,8	2,7	2,7	2,7	2,7

Projection de la population béninoise

	2022	2025	2030	2035	2040	2045	2050
Homme	6 389	6 913	7 847	8 848	9 907	11 014	12 160
Femme	6 396	6 909	7 826	8 815	9 868	10 973	12 120
Totale	12 785	13 822	15 672	17 663	19 775	21 986	24 280
Rapport Homme Femme	0,999	1,001	1,003	1,004	1,004	1,004	1,003

Source: Estimations et projections de l'ONU, Nov. 2021

Répartition de la population béninoise par milieu de résidence (millions)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Population Totale	9,73	10	10,29	10,58	10,87	11,18	11,49	11,8	12,12	12,45
Population urbaine	4,29	4,47	4,65	4,83	5,03	5,23	5,43	5,65	5,87	6,10
Population rurale	5,44	5,54	5,64	5,74	5,85	5,95	6,05	6,15	6,25	6,35
Population Rurale/population urbaine	1,27	1,24	1,21	1,19	1,16	1,14	1,11	1,09	1,07	1,04
Taux d'urbanisation	44,1	44,6	45,2	45,7	46,2	46,8	47,3	47,9	48,4	49,0

Projection de la pop	Projection de la population béninoise par milieu de résidence (millions)											
	2023	2024	2025	2030	2035	2040	2045	2050				
Population Urbaine	6,6	6,8	7,1	8,5	10	11,8	13,6	15,7				
Population Rurale	6,5	6,6	6,7	7,2	7,5	7,9	8,1	8,3				

Taux brut de préscolarisation au niveau de l'enseignement en maternelle

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Taux brut de préscolarisation	14,7	15,6	16,1	16,8	16,5	15,2	15,9
Taux de progression	1,7	0,9	0,5	0,7	-0,3	-1,3	0,7
Masculin	14	15,2	15,9	16,5	16,3	15,1	15,6
Taux de progression	1	1,2	0,7	0,6	-0,2	-1,2	0,5
Féminin	15	15,9	16,3	17	16,6	15,4	16,1
Taux de progression	2	0,9	0,4	0,7	-0,4	-1,2	0,7
Taux de scolarisation des filles sur les garçons	93,3	95,6	102,5	103	101,8	102,0	103,2
Taux de progression	-6,7	2,3	6,9	0,5	-1,2	0,1	1,2

Source: INSTaD/MEMP, Janvier 2022

Taux brut de scolarisation au niveau de l'enseignement primaire

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Taux brut de scolarisation	124,82	115,4	113,3	110,8	108,32	107,84	112,09
Taux de progression	2.82	-9.42	-2,1	-2.5	-2.48	-0.48	4,25
Sexe Masculin	126,16	119,12	117,1	114,6	112,61	112,21	116,45
Taux de progression	2.5	-7.0	-2,0	-2,5	-2,0	-0.4	4,2
Sexe Féminin	123,37	111,58	109,3	106,8	103,95	103,36	107,61
Taux de progression	3,2	-11,8	-2,3	-2,5	-2,8	-0.6	4,3
faux de scolarisation filles / garçons	97,8	93,7	93,3	93,2	92,3	92,1	92,4
Taux de progression	0,6	-4,1	-0.4	-0,1	-0,9	-0,2	0,3

Source: INSTaD/MEMP Janvier 2022

Taux de mortalité néonatale, infantile et maternelle

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Taux de mortalité néonatale (pour 1 000 naissances vivantes)	33,5	33,1	32,7	32,3	31,9	31,5	31,1	30,6	30,2	29,7
Taux de mortalité infantile, moins de 5 ans, garçons (pour 1 000)	113,2	110,8	108,5	106,2	103,8	101,5	99,2	96,7	94,3	91,6
Taux de mortalité infantile, moins de 5 ans, filles (pour 1000 nais- sances vivantes)	99,8	97,6	95,4	93,2	91	88,9	86,9	84,6	82,3	79,9
Taux de mortalité infantile, moins de 5 ans (pour 1 000)	106,7	104,4	102,1	99,8	97,6	95,4	93,2	90,9	88,4	85,9
Taux de mortalité maternelle*	436	429	422	414	405	201	201	195	190,9	

Source: Banque Mondiale, "OMS février 2022

Prévalence des maladies (%)

Affections	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Paludisme	41,7	41,4	39,7	39,8	38,9	43,1	43,4	44,7	45,5	44,2
Infections respiratoires Aigües	12,7	12,3	12,4	12,1	12,7	13,7	11,5	11,9	11,9	11,3
Affections gastro-intestinales	6,3	6,5	6,4	6,2	5,6	6,9	5,7	5,4	5,1	5,5
Traumatisme	5,4	5,3	3,5	4,5	4,3	4,2	4,1	4	3,5	3,9
ANEMIE	4,8	5	4,7	4,3	3,6	3,5	3,3	2,7	2,6	2,2
Diarrhée	3	2,8	3	2,8	2,7	2,5	2,5	2,3	2,2	2,3
Autres affections dermatologiques	2	2,1	2	2	2	1,5	1,5	1,4	1,4	1,4
Douleurs abdominales basses	1,2	1,2	1,3	1,3	1,5	1,6	1,4	1,4	1,2	1,4
Hypertension artérielle	1,5	1,5	1,5	1,4	1,6	1,4	1,4	1,3	1,2	1,4

Source : INSTaD, Annuaire Statistiques de la santé, MSP 2012-2020

Evolution de l'indice de développement au Bénin

Année	Espérance de vie à la nais- sance	Durée attendue de scolarité	Durée moyenne de scolarité	RNB par Habi- tant (dollar de 2017 en PPA)	Valeur de l'IDH	Variation (%)
1990	53,8	5,3	1,6	2,133	0,364	9
1995	55,2	5.9	2,1	2,209	0,391	7,42
2000	55,4	6,7	2,6	2,47	0,416	6,39
2005	57,4	9,1	2,8	2,575	0,459	10,34
2010	59.3	11.0	2.0	2.09	0,494	7.63
2015	60,6	12,8	3,5	2,922	0,632	7,09
2016	60.9	12.6	3.6	2,935	0.533	0.19
2017	61,2	12,6	3,6	3,011	0,536	0.56
2018	61,5	12,6	3,8	3,129	0,541	0,93
2019	61,8	12,6	3,8	3,254	0,545	0,74
2021					0.525	-0.02

Les principaux agrégats économiques observés de 2015 à 2020 (en milliards de FCFA)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Economie nationale							
PIB Nominal	6 732,81	7 005,23	7 375,30	7 922,00	8 432,25	9 008,81	9809,69
Croissance du PIB réel (en %)	1,8	3,3	5,7	6,7	6,9	3,8	7,2
Taux d'investissement (en % du PIB)	20,7	20,3	24,0	26,4	25,6	25,6	28,9
Taux d'inflation (en %)	0,3	-0,8	1,8	0,8	-0,9	3,0	1,7
Balance des paiements (BCEA0)							
Exports FOB	995,10	1 052,28	1 289,87	1 857,61	1 790,95	1 720,49	1 910,50
Imports FOB	1 293,61	1 449,10	1 784,44	2 166,19	2 051,38	1 810,21	2 106,60
Balance commerciale	-298,51	-396,82	-494,57	-308,58	-260,43	-89,72	-196,10
Balance courante, y compris dons	-437,27	-479,65	-539,73	-360,36	-337,27	-157,33	-418,30
Finances publiques							
Recettes et dons	848,32	780,39	1001,66	1075,70	1185,70	1296,28	1387,72
Dépenses	1242,40	1086,20	1318,10	1305,90	1225,90	1719,87	1949,41
Solde	-394,1	-305,8	-316,4	-230,2	-40,2	-423,6	-561,7
Dette publique	2080,54	2513,06	2927,43	3251,78	3476,59	4156,85	4885,81
Dette intérieure	1036,95	1373,45	1742,83	1719,7	1455,91	1817,18	1540,64
Dette extérieure	1043,59	1139,61	1184,6	1532,08	2020,677	2339,67	3345,17
Dette intérieure en % du PIB nominal	15,4	19,6	23,6	21,7	17,3	20,2	15,7
Déficit budgétaire hors dons							
En valeur	-422,9	- 340,5	- 373,7	- 277,4	- 137,8	- 577,8	- 653,7
En pourcentage du PIB nominal (%)	- 6,3	- 4,9	- 5,1	- 3,5	- 1,6	- 6,4	- 6,7

Source: DGE, INSTaD, CAA, CSPEF, BCEAO - mars 2022

Source: estimations et projections de l'ONU, Nov. 2020 Sources: NOTE D'INFORMATION du Bénin/UMOA Titres/8 avril 2025

Energie renouvelable

Le Bénin lance 04 centrales photovoltaïques pour éclairer 50 000 foyers

Le Bénin va bientôt renforcer son dispositif en énergie renouvelable par la mise au point de quatre centrales photovoltaïques d'une capacité totale de 60 MW. L'annonce a été faite en fin de semaine dernière par le groupe panafricain Axian Energy et son partenaire béninois Sika Capital. Ces centrales viendront s'ajouter à d'autres projets solaires et éoliens lancés ces dernières années.



• Belmondo ATIKPO

e Bénin amorce sa transition énergétique grâce à un projet solaire structurant qui vise à améliorer l'accès à l'électricité pour des milliers de foyers tout en soutenant la diversification des sources d'énergie et la réduction de la dépendance aux énergies fossiles. Un investissement de 45 millions d'euros, soit 29,51 milliards de FCFA, va transformer le paysage énergétique du Bénin. Porté par Axian Energy en partenariat avec Sika Capital, ce programme prévoit la construction de quatre centrales solaires photovoltaïques d'une capacité totale de 50 MWac. Leur production sera injectée

dans le réseau national grâce à des contrats d'achat d'électricité de vingt ans conclus avec la Société Béninoise de Production d'Électricité. Le projet vise à alimenter environ 50 000 foyers et à contribuer à la politique nationale d'électrification. Les sites choisis pour accueillir ces installations sont stratégiquement répartis entre le sud, le

centre et le nord-ouest du pays. Bohicon et Parakou bénéficieront chacun d'une centrale de 15 MW, tandis que Djougou et Natitingou accueilleront deux unités de 10 MW chacune. Cette configuration permet une meilleure répartition de l'électricité sur l'ensemble du territoire, afin de limiter les déséquilibres régionaux. En ce qui concerne le montage financier, celui-ci repose sur une structure public-privé. En effet, Axian Energy détient 80 % du projet à travers deux filiales spécialisées. Parabo SAS, en charge des centrales de Bohicon et Parakou, représente un investissement de 22,7 millions d'euros. Quant à Natidjo SAS, chargée des sites de Natitingou et Djougou, elle mobilise 18,8 millions

d'euros. Sika Capital, société béninoise fondée en 2021, complète le dispositif avec une participation de 20 %.

29,51 milliards de FCFA mobilisés par les partenaires

Le financement bénéficie également de l'appui de partenaires internationaux. Société Financière Internationale a approuvé un prêt de 16,8 millions d'euros, dont 9,2 millions pour Parabo et 7,6 millions pour Natidjo. De plus, deux grandes institutions de développement, parmi lesquelles Proparco, ont engagé 35 millions d'euros pour soutenir l'opération. En outre, cet investissement répond à un besoin urgent. Aujourd'hui, seul 42 % de la population béninoise a accès à l'électricité, un taux inférieur à la moyenne régionale de 48 % en Afrique subsaharienne, d'après les chiffres de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE). De même, la part des énergies renouvelables dans le mix national est limitée à 16 %. Le gouvernement béninois s'est fixé pour horizon 2030 l'objectif d'atteindre 77,6 % d'électrification, de porter les énergies renouvelables à 30 % du mix et de réduire les pertes de distribution à 10 %. Cette décision s'inscrit dans le prolongement de l'actualisation, en juillet 2025 lors du conseil des ministres, de la politique nationale de maîtrise de l'énergie (PO-NAME) 2020-2030.

HOROSCOPE FINANCE

Bélier Si vous n'êtes pas trop gourmand sur le plan financier, tout ira bien. Modérez votre mégalomanie naturelle et vous pourrez maintenir une vitesse de croisière. Risques de problèmes immobiliers, mais le temps travaillera pour vous. En somme, vous n'aurez pas de vrais soucis matériels à vous faire, et vous aurez intérêt à vous laisser porter par la vague planétaire.

Vous serez tenté de jeter l'argent par la fenêtre, car vous serez attiré par tout ce qui brille. Attention ! Une tempête financière pourrait bientôt venir secouer votre baraque. Résistez à l'envie de casser votre tirelire pour tenter votre chance au casino.

Gémeaux

Pluton en cet aspect pourra fragiliser votre situation financière si vous avez contracté des emprunts à tout va. Vous risquez une fois de plus de vous retrouver devant de délicats problèmes d'échéances. Mais le passage du Soleil devrait vous aider à vous en sortir, à condition que vous preniez le taureau par les cornes : négociez avec votre banquier et, surtout, oubliez pour l'instant vos nouvelles envies d'achats.

Cancer

L'influence du Soleil dans le secteur argent vous inclinera à améliorer vos revenus. Mais attention à Mars, qui pourra dans le même temps vous pousser à trop dépenser. Restez raisonnable si vous tenez à mettre quelques économies de côté pour vos vacances ou autres.

Vous réfléchirez longuement avant d'opter pour tel ou tel mode de placement. Mais avant la fin de la journée vous pourrez vous lancer dans une opération financière de grande envergure, engageant d'importants capitaux. Le climat astral vous secondera.

Vierge Saturne invitera à la prudence dans les transactions commerciales, achats, ventes. Vous voudrez aller de l'avant, c'est très bien, mais ne vous hâtez pas d'investir vos bénéfices dès maintenant.

Profitez de cet aspect de la Lune, pour vous pencher sérieusement sur la gestion du budget familial. Bonne journée aussi pour effectuer une importante transaction immo-

Scorpion

Plus que jamais, la rigueur sera de mise dans la gestion de votre situation matérielle. Vous devrez aussi faire preuve d'une certaine méfiance. En effet, des personnes peu scrupuleuses pourraient chercher à vous soutirer de l'argent sous prétexte de vous aider à faire fructifier vos ressources. Evitez également de prêter des sommes importantes à de simples relations : vous ne les reverriez jamais!

Sagittaire

La journée sera dangereuse et pleine d'embûches sur le plan financier. Une imprudence, un défaut de jugement, pourraient entraîner de lourdes pertes. Portez à vos affaires l'attention le plus soutenue possible ; contrôlez la gestion de votre budget et la tenue de vos livres comptables avec la plus grande sévérité.

Capricorne

Calme plat dans le secteur financier, qui ne sera influencé aujourd'hui par aucune planète.

Vous ne devriez donc pas rencontrer de problème majeur, mais n'en déduisez pas que vous pouvez faire des folies. Il est vrai que les tentations sont grandes en ce moment, mais il vaudrait mieux éviter de craquer sans réfléchir. Il est possible que vous vous trouviez face à un reliquat de dette dont vous ne pourrez plus différer le remboursement.

Vous serez soutenu par Saturne, qui vous insufflera énergie et combativité. Cette planète vous permettra de résoudre efficacement vos problèmes matériels. De plus, elle incitera certaines personnes à vous venir en aide.

Vous allez entrer dans une période faste concernant vos finances. Tous ceux d'entre vous qui tirent le diable par la queue vont enfin pouvoir équilibrer leur compte, grâce à une prime quelconque ou à une diminution des dépenses courantes. Ceux qui s'en sortent déjà bien vont pouvoir arrondir sérieusement leur bas de laine et envisager un achat important. Seront également favorisés les placements de tous ordres et les emprunts à long terme.

L'économiste

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007 Sikèkodji zone résidentielle, 2ème rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83 Email : leconomistbenin1@gmail.com Site : www.leconomistebenin.com

> <u>Directeur Général</u> Léonard DOSSOU (00229) 01 95 429 626 / 01 97 096 417

Assistant du Directeur Général
Calixte ADIYETON
(01 66 232 545)
Secrétaire de Direction

Ella Viviane HOUEHOMEGAN (01 97 14 85 43)

Directeur de publication Jules AFFODJI (01 97 25 76 46)

> Rédacteur en chef Falco Vignon

Secrétaire de rédaction Abdul Wahab ADO

Rédacteurs

(01 66656265)

Nestor DEHOUINDJI Bidossessi WANOU (01 67 20 33 27) Sylvestre TCHOMAKOU (01 67 92 99 20) Belmondo ATIKPO

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU (Br. Borgou/Alibori) Rock AMADJI

(Correspondant Zou- Collines)

Emmanuel AKAKPO (Br Atacora-Donga)

Issa SIKITI DA SILVA

(Correspondant RDC)

Modeste COCO (Consultant)

Modeste COCO (Consultant) Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin Tel +330671790990

Mail: eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO (01 69190880)

<u>Graphiste</u> Gisèle NOUDAÏKPON (01 62323855)

Exposition Universelle d'Osaka

Le Bénin rayonne à l'occasion de sa Journée nationale

e Bénin a célébré le 29 août 2025 sa Journée Nationale dans le cadre prestigieux de l'Exposition Universelle Osaka 2025, offrant au public international une immersion totale dans un Monde de Splendeurs, mêlant patrimoine, innovation, créativité et perspectives économiques. L'événement a rassemblé plusieurs centaines de participants, dont des représentants officiels, des investisseurs internationaux, des acteurs culturels et des médias spécialisés. Cette journée a confirmé le rayonnement international du Bénin et sa capacité à s'affirmer comme un acteur incontournable sur la scène africaine et mondiale.

Une ouverture protocolaire d'une solennité rare

La Journée Nationale du Bénin a débuté par une cérémonie officielle empreinte d'émotion. Le Vice-Commissaire général de l'Exposition Universelle 2025 au Japon, Yasushi MISAWA, a pris la parole, suivi de Babalola Jean-Michel H. ABIMBOLA, Ministre du Tourisme, de la Culture et des Arts du Bénin, qui a prononcé un discours vibrant. La cérémonie a réuni de nombreux officiels japonais de haut rang, dont Katsuei HIRASAWA, Député, Yoko MISAWA, épouse de Yasushi Misawa, Yoshikatsu NODA, Maire de Higashi Osaka, Takekazu Morioka,



Vice-Gouverneur d'Osaka, Toru TAKAHASHI, Vicemaire d'Osaka, ainsi que Nobuo KUBOKAWACHI, représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Osaka. Elle a également accueilli Oussouby Sacko, Deputy Chairperson de l'Association Expo 2025. Les discours ont souligné l'importance des échanges et la volonté du Bénin de rayonner sur la scène internationale tout en affirmant son identité culturelle et son dynamisme. Ce moment inaugural a donné le ton de la journée, alliant diplomatie et célébration.

Arts et culture : Une vitrine du génie béninois

Immédiatement après la cérémonie d'ouverture, les participants ont été immergés dans la créativité et le talent béninois, marquant une nouvelle étape dans le rayonnement de la scène artistique du pays. Cette mise en lumière, orchestrée

grâce à une collaboration entre l'Agence Béninoise pour le Développement du Tourisme et l'Agence de Développement des Arts et de la Culture (ADAC), confirme pleinement sa mission de faire des arts et de la culture un levier de rayonnement international. La présentation de la collection Couleur Indigo, avec ses créations textiles raffinées et ses couleurs vibrantes, a été magnifiée par la voix puissante de l'artiste Pépé Oleka. Le spectacle s'est ensuite poursuivi avec le groupe Les Pépit'Arts, qui a offert un enchaînement de performances vivantes, enrichi par l'intervention du Japonais Chudo Saito. Cette séquence artistique a ainsi mis en évidence la richesse et la diversité du patrimoine créatif du Bénin, tout en démontrant sa capacité à s'inscrire dans une dynamique d'échange international.

Visites protocolaires au cœur de l'Exposition Universelle

Après le déjeuner officiel,

la délégation et les invités

ont entrepris un parcours visites protocolaires pavillons, véritable voyage à travers la culture et la diplomatie internationale. La visite a débuté au Pavillon du Japon, hôte de l'Expo 2025, où l'innovation et la durabilité sont un cœur du parcours. La visite s'est poursuivie avec le Pavillon du Bénin, révélant l'identité du pays à travers ses traditions, ses réformes économiques et ses atouts touristiques. Les visiteurs ont pu admirer les représentations artistiques et les contenus interactifs qui mettent en valeur le patrimoine historique, les projets de développement et les ambitions du pays. Ensuite, la délégation s'est rendue au Pavillon du Brésil, pays frère avec lequel le Bénin partage des liens culturels profonds. Enfin, le parcours s'est conclu au Pavillon de la Serbie, en préparation de l'Expo 2027 à Belgrade, offrant une perspective sur de potentielles collaborations.

Soirée de réception : musique, convivialité et échanges

La Journée Nationale s'est achevée par une réception officielle en soirée, dans une atmosphère chaleureuse et conviviale. Les invités ont été enchantés par les performances musicales de PéPé Oleka et du groupe Les Pépit'Arts, qui ont donné vie à une ambiance festive et élégante. Le buffet fusion a offert un cadre idéal pour les échanges, les rencontres et les discussions autour des liens culturels et diplomatiques entre le Bénin et le Japon.

Un rayonnement international confirmé et une affluence remarquée

La Journée Nationale a rassemblé de nombreux participants venus du monde entier, incluant des officiels, des touristes, des opérateurs économiques, des acteurs culturels et des médias internationaux. L'événement a permis de mettre en lumière le Bénin sur la scène mondiale, de valoriser sa richesse culturelle, son dynamisme économique et son ouverture aux échanges internationaux. Cette journée a offert une démonstration tangible de la singularité du pays et de sa capacité à conjuguer tradition et modernité.

À propos du Pavillon du Bénin à l'Exposition Universelle Osaka 2025

Portée par l'Agence Bénin Tourisme, la participation du Bénin à l'Exposition

Universelle Osaka 2025 se veut une véritable immersion dans la richesse culturelle, historique et économique du pays. Le pavillon, conçu sous le concept "Benin Horizons: A journey of culture and opportunities", offrira aux visiteurs une expérience interactive, permettant de découvrir les multiples facettes du Bénin, un pays qui allie traditions ancestrales et modernité. Le pavillon mettra en avant le dynamisme du Bénin à travers trois grands axes : la valorisation de ses atouts touristiques, culturels et artistiques, ses innovations et son développement économique.

À propos de l'Exposition Universelle Osaka 2025

L'Exposition Universelle Osaka 2025, qui se tiendra du 13 avril au 13 octobre 2025 sur l'île de Yumeshima, au Japon, sera un événement incontournable à l'échelle mondiale. Réunissant plus de 160 pays et attendue par près de 28 millions de visiteurs, cette exposition offrira une plateforme exceptionnelle pour explorer des solutions innovantes aux défis mondiaux actuels. Le thème central de l'Exposition, "Concevoir la société du futur, imaginer notre vie de demain", invite les participants à réfléchir ensemble sur la manière de bâtir un avenir plus durable, équitable et respectueux de la planète.

F.V.

Camp d'excellence et concours général 2025

Le Bénin célèbre ses élites scientifiques

Le vendredi 29 août 2025, la ville de Djougou, dans le département de la Donga a vibré au rythme d'une double célébration : la clôture du premier camp d'excellence des élites scientifiques et la remise de prix aux lauréats de la deuxième édition du concours général de mathématiques et de sciences physiques. Un évènement organisé par l'Agence pour le Développement de l'Enseignement Technique (ADET).

endant trois semaines, se projeter dans leur futur », nancières, l'accent a été mis camps de vacances pour les listes ont été retenus et pri- nistre conseiller à l'enseigneles jeunes du camp ont bénéficié d'un encadrement de qualité assuré par des enseignants certifiés et des conseillers pédagogiques. Le camp, conçu pour renforcer les capacités des meilleurs a allié rigueur académique et ouverture culturelle : conférences sur la performance scolaire, ateliers de réflexion sur l'avenir, sorties touristiques et découvertes culturelles ont enrichi le séjour. « Ce camp a été un espace de rencontre, de dépassement de soi et d'apprentissage collectif. Les élèves ont appris à gérer leur temps, à collaborer et à

souligne Fructueux AHO, DG/ADET.

La grande lauréate, une élève brillante, a remporté un million de francs CFA et le prix spécial de 500.000 francs pour la meilleure fille. Les deuxième et troisième lauréats ont chacun reçu 700.000 francs, et leurs établissements ont été gratifiés de primes allant de 100.000 à 200.000 francs. Les prix du 4e au 36e ont varié de 300.000 à 100.000 francs, tandis que les participants du camp ont chacun reçu 100.000 francs pour préparer la rentrée sco-

Au-delà des récompenses fi-

général de l'ADET, Fructueux AHO, a invité les établissements à orienter impérativement ces élèves vers la terminale C afin de garantir la pérennité de l'initiative. Prenant la parole, Garba AYOUBA, Directeur de Cabinet du Ministre des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle, a rappelé que le désintérêt pour les matières scientifiques avait longtemps freiné le système éducatif béninois. Pour y remédier, le Gouvernement a mis en place des Olympiades nationales, des

sur l'avenir. Le Directeur

meilleurs élèves et des formations pour enseignants, touchant 4.774 aspirants en avril 2025. « Les mathématiques et les sciences physiques façonnent la compréhension du monde et ouvrent la voie à des innovations majeures. Encourager les jeunes dans ces disciplines, c'est préparer l'avenir de notre pays », a-t-il souligné. Cette célébration est l'aboutissement d'un long parcours d'excellence. Tout a commencé avec le concours des Olympiades nationales de mathématiques et de sciences physiques. À l'issue des épreuves, 36 fina-

més. Mais l'aventure ne s'est pas arrêtée là : ces brillants élèves ont ensuite rejoint 33 autres sélectionnés (les trois premiers de la première C de chaque département) pour participer au camp scientifique de vacances, organisé du 6 au 29 août à Diougou. La cérémonie a connu la présence de plusieurs personnalités à savoir : Amadou DJIBRIL, premier adjoint au maire de Diougou: Soumaïla KPETONI KODA; Expédit HOUESSOU, ministre conseiller à l'enseignement technique et à la formation professionnelle ; et Sèdami MEDEGAN FAGLA, miment secondaire et supérieur, intervenue en visioconférence.

Le rideau tombe sur une note émouvante. Deux élèves, Yannis TEBE et Marcel HOUNTONKINDE, prennent la parole au nom de leurs camarades. Avec assurance et gratitude, ils remercient le gouvernement et promettent de poursuivre le chemin de l'excellence scientifique. L'assemblée se lève pour une dernière ovation, confiante en l'avenir d'une jeunesse prête à écrire de nouvelles pages de l'histoire du Bénin.

Source externe

Assemblée nationale

Les députés adoptent le budget 2026 du Parlement

Les députés de la 9^e législature de l'Assemblée nationale du Bénin se sont retrouvés ce 1 er septembre 2025 en séance plénière au Palais des Gouverneurs de Porto-Novo sur convocation du Président Louis Gbèhounou Vlavonou. Ceci, dans le cadre de la 2^e session extraordinaire de l'année 2025.

étaient inscrits à l'ordre du jour de cette séance plénière : l'examen et l'adoption du projet de budget de l'Assemblée nationale du Bénin, gestion 2026, et la mise en conformité de la résolution n° 2025-02 du 08 juillet 2025 portant modification du règlement intérieur de l'Assemblée nationale, conformément à la décision rendue récemment par la Cour constitutionnelle suite au contrôle constitutionnalité qu'elle a effectué.

S'agissant du budget de l'institution parlementaire au titre de l'année 2026, il a été adopté à l'unanimité des députés présents et représentés. Il est arrêté à la somme de 33. 085. 700. 909 F CFA contre 29. 318 497. 486 F CFA en 2025, soit une augmentation de 12,85 %.

Cette augmentation, selon le Président Louis Gbèhounou Vlavonou, se justifie par les ressources prévues dans le cadre de l'installation de la nouvelle législature en 2026 et du remboursement du prêt consenti pour la construction du nouveau siège de l'Assemblée nationale du Bénin.

Avant la présentation des grands axes du budget 2026, le Président Louis Gbèhounou Vlavonou a fait à ses collègues députés le point d'exécution du budget de l'institution parlementaire au titre de l'année 2025 au 15 août 2025. Ce point d'exécution fait ressortir un niveau de dépenses qui s'élève à un peu plus de 14 milliards de F CFA, soit 44 % du budget remanié.

Lors des discussions qui ont précédé le vote de ce budget, lequel sera intégré au budget de l'État, gestion 2026, des députés ont sou-



levé plusieurs préoccupations relatives, entre autres, à la réévaluation des frais de mission des députés à l'étranger, à la dotation en ressources financières des groupes d'amitié interparlementaires, à l'augmentation des frais de carburation et d'amortissement des véhicules de fonction des députés... Ils ont salué le travail fait par les deux questeurs, Labiou Amadou Djibril et Chantal Ayi, pour la qualité des documents présentés. Ils n'ont pas oublié l'équipe de la

Direction de la Questure pour l'appui technique apporté dans le cadre de l'élaboration de ce budget dont la compréhension et lisibilité ont été rendues possibles grâce professionnalisme des deux Questeurs.

L'article 133 du règlement intérieur

S'agissant du 2e point à l'ordre du jour, c'est-àdire le dossier relatif à la mise en conformité de l'article 133 de la résolution n° 2025-02 du 8 juillet 2025 portant modification du règlement intérieur de l'Assemblée nationale suite à la décision DCC 25-256 du 08 août 2025, c'est aussi à l'unanimité des députés présents et représentés que la plénière a adopté le rapport présenté par la Commission des lois, présidée par l'honorable Orden Alladatin.

Selon ce rapport, l'article 133 remanié du règlement intérieur de l'Assemblée nationale le 8 juillet 2025 stipule désormais que "le cabinet du Président de l'Assemblée nationale est composé de : un Directeur de cabinet, un Directeur adjoint de cabinet, un secrétaire particulier du Président de l'Assemblée nationale, un assistant du secrétaire particulier du Président de l'Assemblée nationale, un secrétariat administratif de cabinet, un pôle de quatre secrétaires de cabinet, une cellule d'audit interne,

une cellule juridique, une cellule de communication, des assistants du Président de l'Assemblée nationale, des conseillers techniques, des chargés de mission, un chargé du protocole, un assistant du chargé du protocole, un commandant militaire, un adjoint du commandant militaire, un attaché de presse, un assistant de l'attaché de presse, un aide de camp ayant au moins le grade de lieutenant et un adjoint de l'aide de camp ayant au plus le grade de lieutenant".

Les deux points inscrits à l'ordre du jour ayant été épuisés, le Président Louis Gbèhounou Vlavonou a donc procédé à la clôture de cette 2e session extraordinaire, non sans féliciter tous ceux qui œuvré à son succès.

Raoul GANDAHO (Correspondant Régional Ouémé –Plateau)

Coopération médiatique

Le Bénin et la Belgique renforcent leur partenariat sur les médias

Le président de la HAAC, Édouard Loko, a reçu en audience l'ambassadrice de Belgique, Sandrine Platteau le vendredi 29 août 2025. Lors des échanges, les deux personnalités ont exprimé leur volonté de consolider les liens entre leurs institutions respectives dans le secteur des médias.



• Belmondo ATIKPO

échanges ont porté sur le raffermissement

la coopération entre la HAAC et le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) de Belgique. La diplomate belge a qualifié

de courtoisie », mais qui a permis d'approfondir la réflexion sur les possibilités de renforcer la coopération entre la HAAC du Bénin et le Conseil Supérieur de l'audiovisuel de Belgique: « Nous avions déjà eu l'occasion de nous côtoyer, mais vraiment d'avoir maintenant une discussion un peu plus approfondie sur les possibilités de coopération entre la HAAC et son homologue belge, le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel », a confié l'ambassadrice à la presse au terme de

avait effectué une visite à la HAAC en 2022 et, en retour, une délégation de la HAAC s'était rendue en Belgique fin 2024. Les deux instances ont, entre autres, travaillé sur les questions d'autonomie et d'indépendance, mais aussi sur la digitalisation de leurs activités. Pour l'Ambassadrice, ces acquis sont à consolider et à développer. « Nous avons pu échanger à ce sujet pour voir comment pouvoir encore développer cette coopération à l'avenir », a-t-elle indiqué. Les

cette rencontre de « visite l'audience. Le CSA belge discussions ont également permis d'évoquer un enjeu majeur : le rôle crucial des médias dans la société. « Nous avons évidemment abordé la question de l'importance du rôle des médias dans toutes les sociétés pour produire des informations de qualité à destination des citoyens », a souligné Sandrine Platteau. Cette audience a enfin été l'occasion pour la diplomate de saluer les efforts de la HAAC dans l'encadrement du secteur des médias au Bénin, tout en réaffirmant la disponibilité de la Belgique à

soutenir le renforcement de la coopération bilatérale dans ce domaine. De son côté, Édouard Loko a exprimé sa disponibilité à renforcer les échanges techniques et institutionnels, dans une dynamique de partage d'expériences. Ces entrevues reflètent de la vitalité des relations entre le Bénin et la Belgique dans le domaine des médias. Elles ouvrent la voie à de nouveaux projets de collaboration, porteurs d'impact pour les professionnels et les citoyens des deux pays.





